

Le Général de Gaulle et la République, de Charles Morazé

Esprit libre, semeur d'idées, Charles Morazé, agrégé d'histoire, professeur d'histoire et de littérature à l'École polytechnique et qui enseigne également à l'Institut d'études politiques de Paris, a toujours conduit, en marge de son enseignement, deux types d'activités.

D'une part, il a souvent approché les centres de décision politique et parfois même a participé officiellement à leur action : ainsi fut-il le conseiller de M. Christian Fouchet au ministère des affaires marocaines et tunisiennes dans le gouvernement Mendès France de 1954-1955, puis au ministère de l'éducation nationale dans le gouvernement Pompidou en 1963-1965. Sans cesse de dialoguer avec M. Mendès France avec l'espoir

de concilier, de rapprocher les deux hommes, il figura aussi parmi les conseillers du général de Gaulle à la présidence du conseil en 1958, puis parmi ses interlocuteurs privilégiés à maintes reprises et jusqu'en 1970. De la négociation indo-chinoise d'après Dien-Bien-Phu et de l'autonomie interne de la Tunisie proclamée en 1954 jusqu'à la politique générale, algérienne, européenne et universitaire de la V^e République, il fut moins qu'un responsable chargé de fonctions précises mais bien plus qu'un simple observateur.

Dans le même temps et d'autre part, le professeur, le conseiller, s'efforçait de dominer le contingent et de transcender par la réflexion le déroulement des événements. En 1958, son expé-

rience « mendésiste » lui avait inspiré un beau livre riche de formules frappantes, de prémonitions et de prévisions dont beaucoup devaient se vérifier avec éclat : « les Français et la République ». Aujourd'hui, suite logique de cet essai d'approfondissement de l'histoire en train de se faire mener à la lumière du savoir de l'historien, il publie « le Général de Gaulle et la République ».

De style souvent gaullien, ce livre n'est ni apologetique ni critique dans son principe et dans ses développements. C'est une méditation sur la République d'aujourd'hui et de demain, dont l'auteur lui-même fixe ainsi le point de départ : « Comment naquit en France cette nouvelle passion

voilà presque deux siècles ? Comment elle déperit depuis environ quarante ans ? Comment le général de Gaulle y substitua la sienne en 1958 ? Pourquoi il put le faire et pour quel résultat ? Pourquoi enfin, depuis son départ, tant de Français attendent-ils en vain mots et gestes capables d'accorder le bonheur et la justice avec l'abondance ? »

De cet ouvrage foisonnant, riche et lucide, même si on ne partage pas tous ses jugements et toutes ses conclusions, nous avons détaché ici en « bonnes feuilles » quelques passages significatifs qui, sans prétendre rendre compte de l'ensemble ni même respecter l'équilibre interne de l'examen critique, en indiquent le ton, l'esprit et le sens.

Evoquant le projet de « confédération européenne » (plan Fouchet) de 1962, l'auteur conte comment le refus tranchant de tout supranational dans l'économie, apparu au dernier moment des négociations, rompt tout, et il poursuit :

Il est significatif, pourtant, que le « détail » fatal aux négociations, révélé à l'étranger, ne le soit pas à Paris. On craint donc les commentaires mécontents des journaux, et le général, en effet, ne livre que des pensées très dépourvues à une presse n'ayant que trop tendance, à ses yeux, à compliquer tout à plaisir. Cet homme du monologue apprécie peu les débats où, à force de peser les contre, on perd de vue les raisons du pour. Il entend donc gouverner l'information d'Etat ; elle, au moins, unira la nation pour la grandir. Les jour-

nalistes libres, il faut bien les prendre comme ils sont, hommes ayant à plaire à ces Français friands de ce qui divise et abaisse. Les informateurs, comme les éducateurs, appartiennent aux pulsances intermédiaires importunant un pouvoir légitime qui préfère le contact direct avec le peuple, toujours sain, lui, quand il fait corps.

Le général de Gaulle sait l'importance de la presse, mais s'irrite de son caractère chagrin. Passe que les journaux lui reprochent tant de référendums rendus plébiscitaires ; lui sait que son pouvoir vient de l'histoire plus que des votes. Mais qu'ils ne célèbrent pas dans ces oui à *francs et massifs* l'unité de la France retournant à la grandeur, cela le blesse. Il déplore qu'on présente la décolonisation, œuvre généreuse, comme une défaite mili-

taire ou une improvisation politique. Il redoute l'intérêt pour le sordide ou le mesquin qui pousse tant de curieux sans pudeur dans les coulisses du pouvoir et trouble

Comment le premier ministre fut mis au centre de tout

Dans une République où les conseils de cabinet n'ont plus lieu, où toute délibération des ministres est présidée par le chef d'Etat, les structures de la décision politique sont changées par rapport à ce qu'elles étaient avant 1958. Auparavant, il n'était d'affaire si petite qui ne pût prétendre trouver écho au sein du personnel parlementaire dont la survie des ministères dépendait d'abord. Dans le régime que la légitimité inspire et pour autant que le député de la majorité attende encore sa réélection du prestige du général de Gaulle, la décision est reportée vers le haut. Mais c'est alors surtout au profit du premier ministre, qui doit conserver la confiance de l'Assemblée et veiller à ce que la majorité garde les suffrages des électeurs. A ce premier ministre revient aussi de faire droit aux revendications exprimées par la base, parce qu'il a le privilège de s'entretenir plus souvent et dans le particulier avec son chef, de lui soumettre ce qu'il ne saurait pas pardonner d'avoir tu, mais en se réservant, avec un discernement souvent malaisé mais toujours bénéfique, ce qu'il peut de lui-même trancher, quitte à en rendre éventuellement compte en se faisant avocat de sa cause.

le peuple dans l'accomplissement du rôle qui lui revient ; cœur d'une incomparable tragédie ayant la France pour héros et ses paysages pour décor.

Certes, le général de Gaulle, sourcilieux, s'entoure de beaucoup d'avis : ceux des visiteurs attentivement écoutés, ceux d'un entourage choisi et rendu familier, et ceux de ministres reçus un à un ou groupés dans les conseils interministériels. Mais ce qu'il pourrait décider de la sorte ne saurait prévaloir sur la nécessité de disposer d'un gouvernement coordonné et fonctionnant sans secousse. Cette bonne entente dépend donc (pour tout ce qui ne concerne pas les affaires les plus importantes évoquées en conseil — au cours duquel les ministres, dans les plus grandes occasions, doivent se rallier ou se démettre) du premier ministre d'abord. Il peut arriver qu'un membre du conseil intervienne, en désaccord avec son chef direct. Mais ce n'est pas sans danger d'être désavoué par le général de Gaulle, et de se retrouver dans une solitude morale difficile à supporter et non exempte de risque politique.

Voilà donc le premier ministre mis au centre de tout. Mais, alter ego du général de Gaulle pour ranger les Français au service de l'Etat, il n'est rien quand il s'agit de fixer les missions primordiales de la France que son chef définit au nom du peuple entier.

Vertus et défauts

Jusqu'au bout, lorsqu'il s'agit des options majeures propres à assurer le rang de la France au milieu du monde en paix et s'il le fallait, dans les guerres, le général de Gaulle s'en remet d'abord à son inspiration. Il avise le gouvernement s'il le peut, mais se passe de le faire dans les occasions qui se présentent de manière imprévue et loin de Paris. Ainsi en ira-t-il, le 24 juillet 1967, du « Vive le Québec libre ! ». La foule pressée à Montréal paraît trop avide de France pour qu'on lui refuse ce don, quoi qu'il puisse en coûter par la suite quand il faudra écourter le voyage et reprendre contact avec plusieurs ministres renfrognés.

Pendant onze ans, le général de Gaulle aura su rappeler au monde une certaine existence française faite de vertus et de défauts. Ces derniers sont ceux mêmes dont l'histoire témoigne depuis longtemps, comme cette avarice de l'or dont nous aurons à découvrir les causes dans une permanente inquiétude suscitée par le progrès industriel, dans de constantes craintes face à l'usine allemande et au commerce anglais. Parmi les vertus, le général de Gaulle choisit et illustre une générosité politique capable de transformer en consentement délibéré la contrainte de ne plus dominer les peuples sortis de l'assujettissement colonial, avec l'obligation

d'honneur de devenir indépendant.

En ce dernier point cependant le succès n'est pas total. L'échec le plus grave n'est pas que le Québec ne soit pas encore en mesure de constituer une nation ; c'est que le général de Gaulle

n'ait pas pu se rendre en Algérie pour s'y faire acclamer, et dès lors sceller dans l'opinion tant mondiale que maghrébine, l'accord signé avec le nouveau pouvoir algérien. Ce dernier se trouve donc autorisé à croire et à faire croire qu'il doit tout à sa propre victoire, cause déterminante de l'émancipation du reste de nos anciennes possessions et modèle pour tous les peuples en lutte pour leur propre émancipation. De ce fait, le général de Gaulle subit pendant son règne les conséquences d'un avènement ayant eu lieu au cri de « l'Algérie française ! »

Pendant des années, ce défaut pourra bien paraître mineur ; avec le temps, il apparaîtra davantage que le général de Gaulle s'est plutôt substitué à la République qu'identifié à elle. Donnant à cette dernière de grandes leçons sur ce que doit être l'Etat, il ne l'a pas rendue capable de les suivre. Alors approcheront les temps où l'opinion moyenne des Français qui décident des élections, ressentira, même sans le formuler, le caractère illusoire de la générosité telle que de Gaulle en parle et trouvera dans la défense de ses intérêts propres la résolution nécessaire pour substituer un

gouvernement de son choix à celui qui l'entraîne en de coûteux prestiges. Quant Raymond Carlier s'assure un grand succès en dénonçant ce que coûtent les subsides donnés aux chefs d'Afrique, il marque le début d'un processus de désaffection. Les événements de mai 1968 seront, dans leur occurrence, moins la cause d'une chute déjà inévitable que l'occasion d'un dernier éclat en faveur d'un effort approchant logiquement de son terme. (...)

Grand homme par son passé, grand enfant devant l'avenir, tel est le général de Gaulle au regard de ceux qui l'abandonneront en 1969, après l'avoir soutenu sans partager sa foi, puis toléré malgré ses incartades. On ne saurait accuser ces électeurs-là d'avoir changé d'opinion pendant ces dix années. Plutôt ont-ils gardé la tête froide. On ne reconnaît pas chez eux ce besoin de croire ou de s'enthousiasmer qui, après avoir jeté du communisme vers de Gaulle d'autres Français, les rendra à leurs anciens engagements par suite de l'indifférence ou de l'impuissance du chef de l'Etat à l'égard d'une société demeurant trop semblable à ce qu'elle fut. (...)

Un nouveau style politique

Pendant dix ans, les paroles d'un homme ont signifié les événements que traversait un peuple au milieu duquel, à la fin, se firent entendre les anti-discours d'une bruyante agitation. Puis, ce cycle achevé, un autre se manifesta, sous-jacent depuis déjà longtemps ; à l'homme qui représentait pour le monde l'idée de l'ancienne primauté française s'en substitua un autre qui s'identifia à ce que fut la majorité des Français depuis 1940.

La politique change de style, le second aussi accompli à sa manière, dans la modestie nationale retrouvée, que le premier avait été pour parler de grandeur. L'homme nouveau de la politique n'est apparu qu'en 1962, mais

il s'identifiait depuis bien plus longtemps, par sa réussite privée, aux ascensions sociales auxquelles aspire le grand nombre attendant de l'expansion, à condition de servir les carrières des individus avant les prétentions nationales, qu'elle les sorte de leur condition première. Georges Pompidou n'a donc eu qu'à parfaire l'expression qui lui était devenue naturelle pour qu'elle soit le mieux entendue par ses mandants. Le supplément d'apprentissage accompli au contact du chef ayant incarné l'événement a été assez poussé pour faire front dorénavant aux événements, à condition qu'ils ne redevenaient pas trop tragiques.

* Flammarion. Collection « Etudes politiques », 292 pages, 26 F.

CORRESPONDANCE

FAUT-IL DÉFIGURER LE SITE DE COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES ?

M. Jean-François Dhuy, auteur, en collaboration avec L. Houdeville, du livre Pour une civilisation de l'habitat, nous écrit :

Colombey-les-Deux-Eglises est devenu le village le plus célèbre de France, mais va « payer » cher cette notoriété.

Depuis le 12 novembre 1970, jour des obsèques du général de Gaulle, le village est envahi par une foule où se mêlent gaullistes fidèles et touristes curieux. D'un strict point de vue sociologique, ce pèlerinage est particulièrement intéressant : il a conduit, en un an, plus d'un demi-million de visiteurs dans une région traditionnellement à l'écart des grands circuits touristiques. Colombey a perdu son caractère rural ; mais le village, assez quelconque du reste, a encore peu changé malgré le nouvel hôtel qui vient d'y être construit et les marchands de souvenirs qui exploitent la situation.

En revanche, on va défigurer le site de Colombey en érigeant, au point le plus haut de la commune,

une immense croix de Lorraine de 40 mètres de haut.

Pourquoi cette démarche ? Elle est en contradiction avec le souci du gouvernement, affirmé plus que jamais, de préserver l'environnement. Dans le cas particulier, elle va à l'encontre de sa décision de placer le territoire de Colombey sous le régime de la loi du 2 mai 1930, qui interdit de modifier l'état des lieux. Qui plus est, ce monument s'opposera à l'esprit du site de Colombey que le général de Gaulle, mieux que personne, a su décrire et défendre.

Colombey couronne un long plateau où subsiste, entre Aube et Marne, l'un des derniers pans de la « forêt gauloise » (la forêt de Clairvaux). Depuis la Boiserie, « au long de 15 kilomètres, écrit le général de Gaulle dans le tome III de ses Mémoires, aucune construction n'apparaît. Par-dessus la plaine et les bois, ma vue suit les longues pentes descendant vers la vallée de l'Aube, puis les hauteurs du versant opposé. D'un point élevé du jardin, j'embrasse les fonds sauvages où la forêt enveloppe le site, comme la mer bat le promontoire ». A l'inverse, pour tout le Pays barabain (Bar-sur-Aube), Colombey n'est qu'une crête boisée, à peine prononcée, qui domine un paysage immense et qu'aucun « accident » n'a encore marqué. Il s'agit d'une des dernières « immensités désertes » de France. Pas plus que Clairvaux, où subsiste la mémoire de saint Bernard, Colombey n'a besoin d'un signal pour garder le souvenir du général de Gaulle. Certains prétendent que celui-ci aurait souhaité ce monument. Comment croire qu'il aurait demandé que l'on défigure cette nouvelle « colline inspirée » ?

PRESSE

Les Editions mondiales S.A. — qui éditent Télé-Poche, Nous deux, Intimité, Modes de Paris — nous prient d'indiquer que le comité d'entreprise de cette société n'est pas saisi, contrairement à ce que nous avons indiqué (Le Monde du 9 février), du cas des licenciés de Paris-Jour. En effet, le quotidien disparu dépend de l'imprimerie Cino Dei Duca, alors que les autres publications du groupe appartiennent aux Editions mondiales.

il y a deux façons de se convaincre du sérieux d'un shampoing

examiner de très près sa formule

passer une main dans ses cheveux après un mois de traitement

Si vous êtes biologiste, étudiez attentivement les 3 formules Dercos «cheveux gras» «cheveux secs» «anti-pelliculaire». Sinon, passez donc la main dans vos cheveux au bout de 4 semaines : Dercos vous donnera la réponse.



Votre cuir chevelu et vos cheveux captent en effet les principes actifs dont ils ont besoin. Dercos anti-séborrhéique a été étudié pour tous ceux qui en ont assez d'avoir des cheveux gras. Dercos propose aussi : un shampoing anti-pelliculaire, un shampoing revitalisant.

Ces 3 formulations dermo-pharmaceutiques ont été conçues par les mêmes chercheurs, avec la même rigueur scientifique.

Alors utilisez Dercos, parce que vous avez examiné notre formule ; ou simplement pour le plaisir de passer la main dans vos cheveux.

Vente exclusive en pharmacie Laboratoires d'Anglas

DERCOS

Dercos est sûr de sa formule



COLLECTION "LES SCIENCES DE L'ACTION"

TOUS LES ROUAGES DES VRAIS POUVOIRS

Un grand ouvrage d'étude et de référence

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-LUC PARODI

LA POLITIQUE

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES - 54 F

HACHETTE LITTÉRAIRE

Déjà paru dans la même collection : LES FINANCES MODERNES